

LES FEMMES, L'EAU ET L'ASSAINISSEMENT

le renforcement des liens

1989 I
WAT-GLO
WOM
FR

Institut international de recherche
et de formation des Nations Unies
pour la promotion de la femme



INSTRAW

TABLE DES MATIERES

1	Préface
2	Introduction: Une leçon à retenir
3	I. En quoi l'eau et l'assainissement concernent-ils les femmes?
5	II. Obstacles à une mise en oeuvre complète
6	III. Questions à envisager lors de la planification et la mise en oeuvre des programmes et des projets.
	A. En quoi consiste la participation de la communauté?
	B. Eviter les plans qui manquent de logique
	C. Mesurer ce qui n'est pas mesurable
	D. Et après l'eau, quoi d'autre? Les priorités
	E. Les projets interactifs ne coûtent-ils pas très cher?
	F. La participation de la communauté et des femmes ne demande-t-elle pas beaucoup de temps?
	G. Les techniques de participation peuvent accélérer le processus
	H. Est-ce une affaire trop délicate?
	I. Et les enfants?
	J. Qui a les moyens d'entreprendre les projets?
16	Bibliographie

Equipe de rédaction:

Dunja Pastizzi-Ferencic, Siri Melchior, Erica Meltzer

Equipe de production et de distribution:

Magda Canals, Christine Lemoine, Leticia Vences

Traduction:

Yvonne Bellion, Agnès Boonefaes

Composition et mise en page:

Computer Solutions, S.A.

Couverture . dessins:

Millaray Quiroga / Fondation de l'eau/INSTRAW

PREFACE

Les femmes, l'approvisionnement en eau et l'assainissement : le renforcement des liens



Ce supplément du n° 13 d'*INSTRAW Nouvelles* est tiré d'un manuscrit ⁽¹⁾ de Siri Melchior, Administratrice du programme du PROWWESS/PNUD, projet interrégional du Programme des Nations Unies pour le développement, en faveur des femmes et de l'approvisionnement en eau; elle est également Présidente du Groupe de travail interorganisations pour la Décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Le PROWWESS dirige le Groupe de travail de concert avec l'Institut de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme (INSTRAW) et il a eu des entretiens avec l'INSTRAW à différents stades de ses travaux. Dans le cadre de l'un de ses champs d'action principaux, ce dernier a

mis au point des modules de formation axés sur les femmes et le développement ⁽²⁾ et sur la participation des femmes pour tout ce qui concerne l'eau et l'assainissement ainsi que les sources nouvelles et renouvelables d'énergie, le plus souvent avec la collaboration d'autres institutions des Nations Unies ⁽³⁾.

Mme Melchior résume six années de travail du PROWWESS en matière d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement dans plus de 700 communautés appartenant à tous les pays en développement. Ce supplément décrit différents aspects et approches propres à intensifier la participation des femmes et des communautés dans tous les projets d'eau potable et d'assainissement.

- (1) Cette introduction a été écrite à l'origine pour une collection d'ouvrages de référence intitulée "Les femmes, partenaires du développement", actuellement en cours de publication sur disques compacts à mémoire morte par CD Ressources/LIBRARIES-TO-GO, 1123 Broadway, Suite 902, New York, NY 10010, Tel: (212) 929-8044.
- (2) Destinés à la formation du personnel des Nations Unies et des bureaux de l'extérieur en matière de conception des projets.
- (3) Ces deux derniers ont été élaborés avec le concours du Bureau de Turin du BIT.

INTRODUCTION

Une leçon à retenir

Sur l'île de Timor, en Indonésie, les habitants de quatre villages installaient de nouvelles pompes manuelles, dans le cadre d'un projet d'eau potable et d'assainissement. Tout au long du projet, les organisations qui y collaboraient - le Ministère de la santé, l'organisation non gouvernementale nationale "PKK", les groupements des universités locales et le PROWESS-PNUD - surveillaient naturellement de très près le processus afin de voir comment les choses se passaient.

Huit mois après le commencement des opérations les chercheurs revinrent dans les villages afin de savoir, si possible des habitants eux-mêmes, si le projet avait du succès ou non pourquoi, si l'eau était utilisée, s'il y avait des retombées positives sur la santé, si le fardeau de portage d'eau avait été allégé pour les femmes, etc.

A la grande surprise des chercheurs, les villageois avaient besoin de presque autant de temps qu'avant pour aller chercher de l'eau, et ils en utilisaient davantage. Ils en découvrirent le motif lorsque, quelle que soit la question qui leur fût posée, les

habitants commencèrent à parler de tomates et de légumes.

Utilisez-vous les pompes?

Mais, bien sûr, nous les utilisons pour arroser les légumes.

Avez-vous des revenus?

Evidemment, nous vendons les légumes.

Que pensez-vous du rôle des femmes au village?

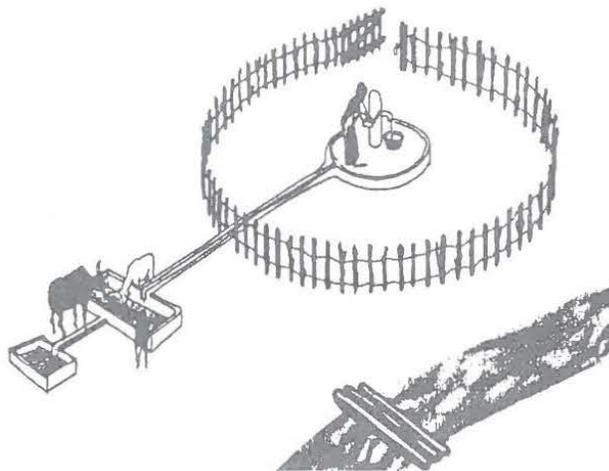
Eh bien, elles sont très importantes, ce sont elles qui font pousser les légumes.

Pour les chercheurs, il y avait une leçon à retenir de ce qu'on leur disait, et pourquoi on leur disait, sans éliminer ce à quoi ils

ne s'attendaient pas du tout; les installateurs de pompes et les ministères de la santé ne posent généralement pas de questions sur les tomates.

Ce qui est encore plus important, c'est que les tomates représentent - non, les tomates sont - ce dont les gens

avaient besoin et ce qu'ils voulaient plus que tout. En termes de conception de projet, la question qui revient sans cesse dans le développement interactif est claire: comment rester axé sur les nécessités et les motivations des gens, ce qui est la vraie base de l'action communautaire?



I. En quoi l'eau et l'assainissement concernent-ils les femmes?

Pour reprendre les paroles d'un administrateur du programme que la Banque Mondiale et le PNUD consacrent à l'eau et à l'assainissement: "Je ne recherche pas la participation des femmes aux projets d'eau et d'assainissement simplement parce que je les aime bien, mais parce que, sans elles, ces projets ne marchent pas."

Grâce à cette prise de conscience, de grands progrès peuvent être accomplis.

"L'eau et l'assainissement sont l'affaire des femmes", entendons-nous dire de plus en plus souvent aux ingénieurs (en général des hommes) qui travaillent dans des projets de coopération internationale dans ce domaine. Et ils disent cela parce qu'ils ont constaté l'un au moins des phénomènes suivants: ce sont les femmes (et dans une plus faible mesure les enfants) à qui incombe le plus souvent d'aller chercher l'eau pour les besoins du ménage, de la rapporter jusqu'à la maison, de la stocker jusqu'à son utilisation et de s'en servir (pour faire la cuisine, le ménage, la lessive, abreuver les animaux domestiques). Connaître les points d'eau, leurs qualités et leur fiabilité, leurs avantages et leurs limites quant à l'utilisation, les méthodes de stockage qui conviennent, peut être une question de vie ou de mort pour les femmes et leur famille.

On estime qu'au Kenya trois millions de femmes passent en moyenne trois heures par jour à aller chercher de l'eau; dans d'autres régions du globe, ce chiffre peut fort bien s'élever à 6 ou 8 heures. Les quantités qu'elles transportent sont très variables, mais l'Organisation mondiale de

la santé considère généralement qu'il faut un minimum de 18 à 20 litres par personne et par jour, ce qui revient à transporter de 108 à 120 kilos par jour pour une famille de six personnes.

L'énergie dépensée pour une telle corvée peut représenter le tiers des calories qu'elles absorbent quotidiennement - ce qui n'est pas négligeable pour des populations où la malnutrition constitue déjà un danger. Indépendamment des diverses maladies infectieuses causées par la mauvaise qualité de l'eau, les traumatismes provoqués par le transport de lourdes charges sont fréquents.

Ce sont le plus souvent les femmes qui sont chargées de maintenir propre la maison et de soigner les malades (elles sont souvent également responsables des funérailles et des rituels de deuil). Ce sont surtout elles qui apprennent à leurs enfants les gestes de l'hygiène. Nous citerons le Dr R. Rugunda, ancien ministre de la santé de l'Ouganda: "Les femmes sont aux premières lignes en matière de santé".

Les hommes, les femmes et les enfants de plusieurs sociétés ont des coutumes différentes et spécifiques en matière de propreté et de défécation. Souvent, les matières fécales des enfants sont considérées comme sans danger et il leur est permis, de ce fait, d'aller à la selle n'importe où; il n'empêche que des millions d'enfants meurent chaque année faute d'une évacuation sanitaire des matières fécales. Par contre, les coutumes concernant la défécation des femmes

s'entourent généralement de beaucoup plus de pudeur que pour les hommes. Elles doivent fréquemment se cacher pour aller à la selle, y aller la nuit par exemple -une prouesse bien difficile dans des régions où la diarrhée est endémique et quand la défécation doit avoir lieu en plein air, loin de la maison. Quelques sociétés considèrent même que le mari ne doit pas être informé des problèmes de sa femme à cet égard et qu'il n'est pas convenable qu'elle lui en parle.

Que les femmes affrontent ou non de plus grands problèmes, les pratiques ancestrales encouragent souvent la ségrégation des hommes et des femmes. Il se peut que les femmes se voient interdire d'utiliser les mêmes toilettes que les hommes (dans les immeubles de bureaux modernes, par exemple) ou de se baigner au même endroit dans le cours d'eau. Les programmes qui ignoreraient ces réalités pourraient fort bien mettre des installations en service qui ne seraient utilisées que par l'un des sexes, dans le meilleur des cas.

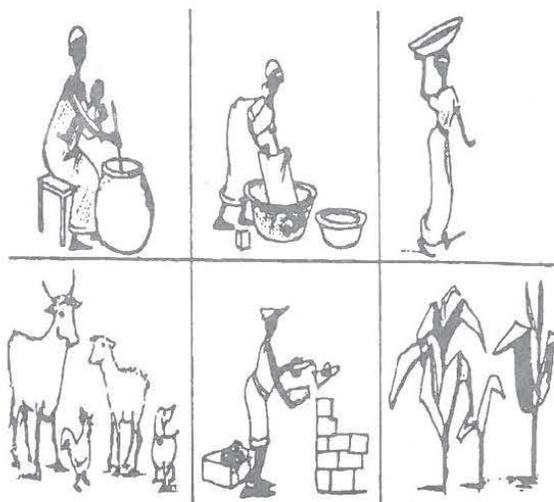
Les tâches sont, elles aussi, traditionnellement séparées, quoique complémentaires. Les femmes et les hommes des pays en développement ont parfois des revenus, une épargne et des responsabilités financières séparés. Il se peut que les femmes aient la responsabilité de l'achat ou de l'élaboration des aliments et les hommes de l'éducation des enfants.

Apparemment, le nombre des ménages ayant une femme comme chef de famille s'accroît; dans la plupart des pays, cette proportion varie de 10 à 40 pour cent. Dans beaucoup de pays, les femmes n'ont pas le droit de posséder des terres (pour l'emplacement des pompes) et elles n'ont pas accès au crédit (pour l'achat ou l'entretien de l'équipement). Finalement, un peu partout, dans les faits ou dans les lois, les femmes ont un pouvoir de décision

inférieur à celui des hommes, dans le domaine privé mais encore plus dans le domaine public.

Les femmes ne sont pas un groupe d'intérêt particulier dans le domaine de l'eau et de l'assainissement; elles sont un groupe d'intérêt principal. Elles doivent être à la fois partenaires (sans leur implication les projets courent le risque d'être inoportuns et d'échouer) et bénéficiaires (l'allègement de leurs tâches est une condition essentielle à l'accroissement de leur contribution aux autres activités de développement.

Malheureusement, ces faits ne sont encore que rarement traduits en actions pour ce qui concerne les projets. L'eau et l'assainissement ont beau être le domaine de la femme, la plupart des projets n'en tiennent pas compte et ne parviennent pas à tirer le maximum de leurs possibilités. Pourquoi en est-il ainsi?



II. Obstacles à une mise en oeuvre complète

Parce que nous travaillons avec des planificateurs du développement, des spécialistes sectoriels, des agents d'exécution des projets, et des dirigeants de la communauté du monde entier, nous entendons parler de nombreux problèmes, de nombreux obstacles et questions restées sans réponse en ce qui a trait à la participation des femmes (et de la communauté):

"Je ne comprends pas en quoi consiste la participation des femmes".

La participation des femmes est encore considérée comme quelque chose de mystique, que seules les femmes peuvent réaliser. Il faut expliquer en quoi consiste exactement cette participation et il faut la décomposer en ses différents éléments, décrits dans la langue utilisée normalement par les projets et selon les approches fondamentales de la Décennie.

"La participation des femmes n'a pas vraiment d'influence sur le succès d'un projet"

Il y en a beaucoup qui ne croient pas encore vraiment que c'est cela qui fait toute la différence. Des indicateurs concernant l'avancement des travaux sont nécessaires pour beaucoup de concepts "sophistiqués" (comme le niveau de participation des femmes) afin de montrer, avec rigueur, que cela fait vraiment toute la différence en termes d'entretien, d'utilisation et d'impact. Les expériences ne servent pas à grand-chose sans données.

"Cela coûte trop cher, prend trop de temps, c'est trop difficile à gérer".

Il faut montrer combien cela coûte (et combien cela coûte de ne pas le faire) et concevoir des plans de travail pratiques permettant aux administrateurs de projets de gérer avec sérieux un processus souple (ce que sont obligatoirement les projets d'approvisionnement en eau) même si les progrès sont inégaux en matière de participation des femmes.

"J'ai essayé de faire participer les femmes mais elles ne venaient pas à mes réunions"

C'est une déclaration que j'entends souvent des administrateurs de projets qui travaillent au niveau local. Des directives, reposant sur des méthodes ayant fait leurs preuves en matière de participation de la communauté et des femmes sont nécessaires afin d'expliquer "comment procéder".

"Ces ingénieurs ne se soucient pas du développement", et son envers: "Ces spécialistes des sciences sociales sont trop théoriques, trop axés sur le niveau micro".

Il est vrai que nous essayons de concilier des approches très différentes. Ceci suppose de la confiance, ce qui ne s'obtient que peu à peu, lorsque s'accroît le respect de chaque partenaire pour les qualifications techniques et les besoins de l'autre.

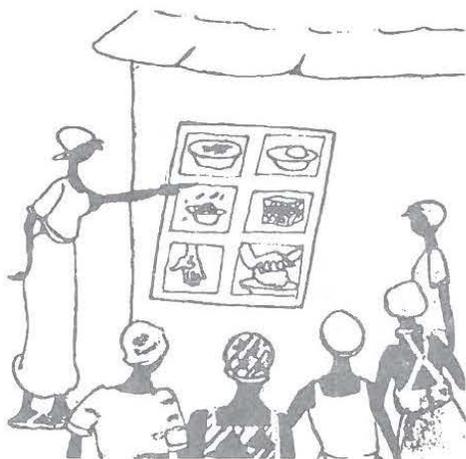
"C'est très bien d'avoir des projets à petite échelle couronnés de succès; mais, dans l'ensemble, tous les projets expérimentaux ont du succès; êtes-vous capable de le faire à grande échelle?"

Il est indispensable de mettre en oeuvre des projets à grande échelle, de trouver des méthodes réalistes, même si elles ne sont pas parfaites, et de calculer leur coût en termes financier, social et politique.

"Nous nous sommes déjà "occupés" des femmes; nous avons nommé une femme au Bureau du développement. Maintenant nous voulons nous consacrer à d'autres questions".

Le plus souvent les déclarations de principe ne vont pas au-delà des généralités et elles ont besoin d'être traduites en termes concrets au niveau des programmes. On s'est rendu compte qu'une approche privilégiant la technique ou le matériel - n'est pas suffisante. Ce dont il faut être pleinement conscient c'est que les approches qui tiennent compte des applications pratiques et de la formation sont, à leur manière, tout aussi techniques que les approches qui privilégient l'équipement.

III. Questions lors de la planification et de la mise en oeuvre de programmes et de projets



A. En quoi consiste la participation de la communauté?

L'un des problèmes qui s'était posé lors des tentatives précédentes pour faire participer les communautés consistait en ce que l'on ne touchait qu'un échantillon restreint de la communauté - en fait, la plupart des participants étaient des hommes.

Les communautés ont été traitées comme un tout homogène: parlez au chef du village et vous saurez ce que la communauté désire/requiert/peut faire. Cependant, il peut y avoir de nombreux groupes différents: les vieux et les jeunes, les riches et les pauvres, les hindous et les musulmans, les hommes, les femmes et les enfants, ayant chacun des priorités, des précarités et des capacités différentes.

La participation a été considérée comme une contribution en travail, en idées et en matières premières et non pas comme un travail d'équipe en vue de la prise de décisions portant par exemple sur le type d'installations, quand, où, et même s'ils vont participer au projet ou non, ainsi que sur le choix des porte-parole de la communauté. "Prise de décision" est un mot opérationnel. Si l'on insiste, la plupart des gens prennent conscience du fait que l'eau est le plus souvent la responsabilité

des femmes. Cependant, il faut généralement beaucoup plus d'efforts pour leur faire accepter que cette responsabilité peut aussi impliquer qu'elles prennent des décisions qui ne concernent pas la maison.

On utilise actuellement un vaste éventail de méthodes afin d'accroître la participation de la communauté aux projets d'eau et d'assainissement. En voici quelques-unes:

- Une *approche didactique* pourrait consister en un programme d'éducation sanitaire qui ferait savoir aux villageois les risques encourus en matière de santé et leur apprendrait à se laver les mains après chaque défécation.
- Une autre approche est le *marketing social*. Celle-ci repose sur une recherche approfondie portant sur les points de vue, les croyances et les qualifications des bénéficiaires et elle élabore des programmes éducatifs sur mesure afin de vaincre les obstacles qui s'opposent à l'acceptation du programme prévu.
- L'*approche interactive* a un objectif fondamentalement différent: elle vise à renforcer et à recenser les capacités locales (tant individuelles que collectives) en ce qui concerne la solution des problèmes et la prise de décisions. En retour, la communauté met ces capacités à profit pour mettre en oeuvre des activités de développement, en matière d'eau et d'assainissement par exemple, et pour en tirer le maximum de profit.

Au PROWESS, nous avons essentiellement utilisé cette dernière approche et les remarques suivantes s'appliquent à celle-ci:

Chaque approche a ses avantages et son coût qui dépendent de la tâche à réaliser: une combinaison de plusieurs

approches est souvent souhaitable. Elles tendent toutes à diminuer la brèche existant entre l'"offre" de prestations faite par les gouvernements, les donateurs, etc. et la "demande" de prestations des bénéficiaires auxquels elles s'adressent.

Comme l'a fait remarquer un administrateur de projet du PROWESS:

"Les communautés ont toujours le dernier mot; si le projet ne leur plaît pas, elles ne l'utilisent pas". (cf l'ouvrage N° 16 de la bibliographie).

B. Eviter les plans qui manquent de logique

Tout d'abord, quelques explications: que ceci soit bon ou mauvais, les gouvernements et les donateurs opèrent généralement sur la base de "programmes", lesquels sont souvent expliqués dans des descriptifs ou dans des plans.

Nous avons examiné un grand nombre de ces descriptifs préparés par plusieurs organisations. En voici quelques exemples:

Exemple 1

Pour justifier leur existence, de nombreux descriptifs partent du fait que 80 pour cent des maladies sont provoquées par de l'eau polluée et par le manque d'hygiène. Les projets se concentrent alors sur des activités qui consistent à installer du matériel - des pompes, par exemple - et les budgets s'occupent du personnel et des matériaux nécessaires pour ces installations. De ce fait, l'état d'avancement sera mesuré par des indicateurs indiquant la quantité des installations et leur rythme. La logique tacite semble être que le nombre d'installations a une influence directe sur le niveau de santé.

Au lieu de prendre ceci pour argent comptant, nous considérons qu'il est

indispensable d'analyser les étapes intermédiaires. On pourrait croire, ainsi, que la séquence suivante est valable: quantité d'installations -- pourcentage en bon état de marche -- pourcentage en service -- utilisation hygiénique -- santé.

En fait, il s'agit d'un modèle très simplifié et l'on n'est nullement obligé d'y adhérer. Très peu de projets pourront faire état d'un impact quelconque sur la santé dans le cadre des délais proposés. De l'eau non polluée est très probablement une condition *sine qua non* de santé, mais il y a tellement d'autres facteurs qui entrent en ligne de compte, qu'une relation de cause à effet peut rarement être établie. Cependant, il est évident que la mise en place d'installations n'aura des effets positifs que si celles-ci sont maintenues en bon état de marche et utilisées correctement.

Exemple 2

Il s'agit d'un projet en cours depuis trois ans. Jusqu'alors, plusieurs types de technologie et de machines avaient été mis au point et choisis, mais aucune application ou stage de formation n'avait encore été réalisé. On demande au cours de la phase suivante aux villageois de verser en espèces 25 pour cent du coût total. Pour y parvenir, la direction du projet fera appel à la participation de la communauté.

Ceci aurait déjà été ambitieux si les méthodes d'application avaient été mises au point et testées au cours de la première phase. Cependant, la vraie difficulté provient, en partie, de la croyance que la participation de la communauté peut tout simplement être "déclenchée" à une étape postérieure, une fois que les décisions concernant les paramètres du projet (et entre autres, les institutions concernées ainsi que les technologies à utiliser) ont déjà été prises.

Exemple 3

Un descriptif de projet établit que 50 pour cent des pompes d'un pays déterminé ne fonctionnent pas actuellement, parce qu'elles n'ont pas reçu l'entretien nécessaire. Pour que la situation s'améliore, le descriptif demande que le projet accorde une place plus importante à la participation de la communauté. Cependant, bien que d'autres budgets, d'autres plans de travail, etc. soient prévus, les activités conçues spécialement pour améliorer la participation de la communauté ne le sont pas. L'explication que l'on en donne, c'est que cette responsabilité incombe au gouvernement.

Exemple 4

Un descriptif de projet reconnaît que la participation active des femmes est essentielle pour qu'un projet d'eau et d'assainissement ait des retombées sur la santé. Il déclare également que les femmes doivent "participer activement" à la planification du projet. Les activités planifiées, par contre, se limitent à une enquête sur les connaissances, les attitudes et les habitudes des femmes en relation à la santé - il n'est pas prévu que les femmes prennent part aux décisions.

Il s'agit-là d'exemples de lacunes manifestes de planification: nous avons énormément de précédents dans ce domaine. Nous avons moins de précédents, mais leur nombre va croissant, en ce qui concerne la manière de mieux planifier avec les femmes les projets.

Conseil 1 : objectifs

Il faudrait, au minimum, analyser les objectifs, les indicateurs de succès et les relations entre activités et objectifs. Ceci bien sûr devrait s'appliquer à tous les projets. Nous avons découvert l'utilité de

l'objectif "utilisation durable et efficace des installations", tout en s'intéressant également par ailleurs à la reproductibilité (cf. ouvrages n° 11 et 17 de la bibliographie). L'étude de la durabilité, par exemple, entraîne tout naturellement des questions sur le rôle que joue la femme dans l'obtention de cet objectif. Il existe des contraintes dans ce domaine. Les organisations qui lancent le projet doivent au moins permettre une telle approche. Trop d'organisations analysent encore les plans en fonction uniquement du coût d'installation par habitant, sans indicateur pour la durabilité - et dans ce cas, l'éducation sanitaire, entre autres, peut devenir un luxe.

Conseil 2 : qui formule le plan?

Un projet, un plan et ceux qui formulent le plan sont étroitement liés. Autrefois, les plans étaient souvent rédigés par un ou plusieurs spécialistes en la matière. De plus en plus, les organisations essaient d'y faire participer des praticiens. Cependant, ceux-ci n'interviennent souvent qu'au cours de la dernière phase, lorsque les décisions principales ont déjà été prises, les institutions choisies, etc. Leurs conclusions sont généralement présentées dans un chapitre séparé, intitulé "Remarques importantes" et elles finissent par être considérées comme sans intérêt ou même gênantes par le reste de l'équipe.

Nous devons reconnaître qu'il existe une brèche en matière de communication. Nous comptons probablement de nombreux praticiens, mais leurs prémisses de travail, leur style et leur vocabulaire technique diffèrent de ceux des théoriciens: pour que s'établisse entre eux une "tension créative" plutôt qu'une "tension corrosive", il faut du temps. L'expérience nous a démontré que ceci a lieu bien plus souvent quand les praticiens sont présents dès le début et qu'ils

prennent part aux schémas de travail habituels. Il est évident qu'ils ont également besoin d'outils de travail appropriés, adaptés à la bureaucratie et à d'autres réalités.

Conseil 3 : soyez spécifiques

On pourra argumenter qu'il est encore plus difficile de planifier avec précision la participation de la communauté que de planifier la construction d'un système de distribution d'eau. Il est certain que bon nombre d'aspects ne peuvent pas être définis, mais l'un d'entre eux au moins peut permettre de trouver des réponses et d'agir sur les autres. Un descriptif de projet comporte beaucoup de ces éléments et peut:

- ☐ Identifier les institutions et les personnes qui se chargeront de ces activités;
- ☐ établir un budget dimensionné pour ces dernières;
- ☐ laisser le temps nécessaire pour le démarrage des activités avant le commencement des installations (par exemple, si un budget a été approuvé par étapes, approuvez d'abord les coûts des applications pratiques; s'il faut commander des véhicules, commandez d'abord ceux qui servent pour le travail concernant la participation communautaire. (cf ouvrage n° 19 de la bibliographie);
- ☐ dressez un plan de travail établissant comment le "logiciel" (c'est à dire les applications pratiques et la formation) et le "matériel" (c'est à dire la technologie proprement dite ou l'équipement) peuvent s'intégrer l'un à l'autre. Si possible, décrivez les types de décisions pour lesquelles les communautés ont un rôle à jouer (par exemple, les communautés pourront-elles décider si elles

souhaitent participer? Les femmes auront-elles un rôle actif? Qui donnera le feu vert pour le forage du puits: l'ingénieur, les promoteurs communautaires ou le village?). De plus, les méthodes pour les groupes d'accès difficile, les femmes, entre autres, peuvent être précisées ou tout au moins, la situation peut faire l'objet d'une analyse.

C. Mesurer ce qui n'est pas mesurable

De nombreux experts considèrent que les enquêtes rurales sont loin d'être parfaites et les tiennent en fait pour des entreprises peu efficaces, étant donné que les données collectées sont le plus souvent tardives, inexactes, sans intérêt et coûteuses - surtout si elles ont été recueillies de manière inadéquate. Pourtant, les enquêtes peuvent constituer un outil de travail remarquable si elles sont bien menées et utilisées à bon escient.

- ☐ Pour les projets de démonstration, il faut prêter attention, essentiellement, à la qualité et à la quantité des données. D'autres projets ont probablement besoin de moins de données, mais ils en requièrent quand même quelques-unes.
- ☐ Nous avons constaté que la collecte de certaines sortes de données est particulièrement désagréable pour le personnel enquêteur et pour les villageois. Voici une question odieuse, parmi d'autres: indiquez les différents usages de l'eau (combien de litres d'eau employez-vous pour chaque usage?). Le personnel de terrain considère que de telles questions sont gênantes et déplacées. C'est pourquoi il faut faire des modifications dans le calendrier et dans les procédés utilisés afin d'avoir des plans réalistes. Comme le dit un membre du personnel de

PROWESS: séjourner une nuit dans le village peut vous en donner une connaissance intime extraordinaire qui n'est peut-être pas très objective, mais qui est certainement préférable à rien du tout.

- ☒ L'obtention de bonnes données sur un village - priorités, croyances, attitudes et autres renseignements sur les différents groupes de population - est essentielle pour que la conception et le suivi d'un projet soient appropriés.
- ☒ La collecte participative de données (bien davantage que la collecte traditionnelle) est en soi une méthode pour dynamiser une communauté pour qu'elle recherche par elle-même des solutions à ses problèmes, du fait que les membres de la communauté examinent la situation et y réfléchissent.
- ☒ Les planificateurs de projets redoutent les données trop théoriques, trop tardives ou trop critiques. Nous nous sommes rendus compte que si l'on collecte des données dans le cadre du projet lui-même (plutôt que par le biais d'une institution de recherche indépendante) il est probable que les données seront utiles et non pas dangereuses ou sans intérêt. Quelques-unes des données n'ont même pas besoin de sortir de la communauté; en resserrant au maximum le cercle de rétroaction entre producteurs et utilisateurs des données, il est possible d'en améliorer l'efficacité.
- ☒ Il est exact que par le passé de nombreuses études concernant les questions les plus "délicates", comme les connaissances, les croyances, les attitudes et les coutumes faisaient l'objet de distorsions. Ceci a essentiellement deux motifs principaux: les membres de la communauté dépourvus de pouvoir, à savoir les

femmes et les enfants, étaient difficiles à joindre afin d'obtenir leurs commentaires (même s'ils étaient en théorie les bénéficiaires principaux du projet); et si les interviewés essaient de faire plaisir aux enquêteurs, les réponses aux questions sont notoirement fausses. Ainsi, la femme qui affirme se laver les mains après être allée à la selle, alors qu'elle n'a pas d'eau, ou le planificateur du projet qui dit s'occuper des questions des femmes alors qu'il ne sait pas comment s'y prendre. A notre avis, les techniques interactives ou flexibles sont particulièrement utiles pour mettre en évidence certaines réalités (cf. ouvrage n° 12 de la bibliographie).

D. Et après l'eau, quoi d'autre? Les priorités.

L' une des principales questions à laquelle doivent répondre chaque communauté et chaque sous-groupe au sein des communautés (où souvent hommes et femmes ne sont pas d'accord) est celle des priorités. Il suffit d'écouter les discours électoraux des politiciens locaux pour entendre dire que l'approvisionnement en eau potable est prioritaire pour la plupart des communautés. L'amélioration de l'assainissement l'est rarement, mais l'est davantage dans les régions à forte densité de population. Le plus souvent, on n'établit guère de liens entre la santé et l'amélioration de l'assainissement et de la qualité de l'eau. Au contraire, les raisons que l'on avance en général pour justifier l'aménagement des services sont la diminution de la charge de travail (par exemple, du temps passé à tirer de l'eau) ou l'amélioration de l'esthétique ou de la propreté (en finir avec les latrines malodorantes, pouvoir se laver et laver sa

famille). Tout être humain évitera de boire de l'eau si on peut lui prouver qu'elle contient des matières fécales invisibles par ailleurs, même s'il ne croit pas que cela ait un lien quelconque avec la santé; car la santé n'est pas toujours la priorité numéro un des villageois ni des gouvernements. La plupart des cultures possèdent des rituels bien établis en matière de propreté et de purification, même si leurs manifestations ne sont pas toujours très claires aux yeux des étrangers.

Dans nos activités, nous essayons de prendre appui sur ces priorités et sur ces coutumes, de manière à satisfaire un besoin au lieu de "provoquer" une demande. Ce qui revient à dire que nous faisons dans la mesure du possible coïncider le processus avec ce que l'on appelle généralement "le développement induit par la demande".

Dans une communauté où les femmes font six heures de marche par jour pour aller chercher de l'eau, obtenir de l'eau plus facilement est une priorité majeure. C'est la condition préalable indispensable pour être libérées en faveur d'activités comme la création de revenus ou les autres améliorations qu'elles recherchent. A l'inverse, dans une communauté où l'eau est abondante, quoique polluée, les femmes peuvent fort bien considérer que la production de revenus est prioritaire et que l'eau a moins d'importance. A la limite, l'on pourrait prendre la décision de s'occuper d'une autre communauté où l'eau et l'assainissement sont prioritaires; ceci constituerait une vraie réponse à une demande, mais beaucoup de gens ne considèrent pas cela comme faisable. En échange, il est possible de modifier le projet afin de combler la brèche en matière de points de vue. Ainsi, quelques praticiens pensent que l'éducation sanitaire accorde réellement une plus haute priorité à la demande relative à l'eau et à

l'assainissement. En fait, nous avons constaté qu'en associant les activités de création de revenus et de production aux projets d'eau et d'assainissement nous augmentons l'attrait de ceux-ci et l'ordre de priorité qu'ils ont aux yeux des membres de la communauté. Mais cela affaiblit également la confiance dans les bénévoles - pratique qui, à notre avis, rend le projet moins viable. D'autant plus que le processus interactif dynamise généralement une communauté au point de la rendre apte à utiliser son nouveau dynamisme dans d'autres entreprises, et il serait dommage de ne pas s'en rendre compte. Comme le dit Margaret Mwangola de la KWAHO du Kenya: "Et après l'eau, quoi d'autre?"

Beaucoup de donateurs commencent à prendre conscience de cette réalité et essaient des approches différentes. Il est clair que des activités associées telles que la culture de légumes, la fabrication de compost et le recyclage des déchets humains (connus sous le nom d'"or brun") font maintenant partie des projets de quelques donateurs au moins.

E. Les projets interactifs ne coûtent-ils pas très cher?

On pourrait répondre rapidement: "Certes, mais certainement beaucoup moins que les projets sans interaction, qui sont manifestement en pure perte". Des estimations de coûts indiquant des coûts de démarrage pour les activités de "logiciel" de l'ordre de 10 à 25 pour cent du coût total, selon les cas, commencent à être disponibles (cf ouvrages n° 5 et 6 de la bibliographie).

Voici quelques-uns des facteurs à considérer:

- Les projets conventionnels sous-estiment souvent les coûts réels, en laissant de côté les coûts

d'entretien et de pièces de rechange ainsi que les coûts pour la communauté (en temps, main-d'oeuvre ou argent).

- Dans tous les projets bénéficiant de la coopération du PROWESS/PNUD, les communautés contribuent financièrement au moins aux coûts d'entretien et quelquefois à l'investissement initial. Notre conclusion générale est que les communautés acceptent de payer et qu'elles peuvent le faire, du moment que le programme leur plaît. Elles sont, et c'est évident, beaucoup plus sceptiques si elles ont participé au préalable à des projets ayant échoué, de même que si elles voient un autre donateur offrir à une communauté voisine des projets d'"assistance".

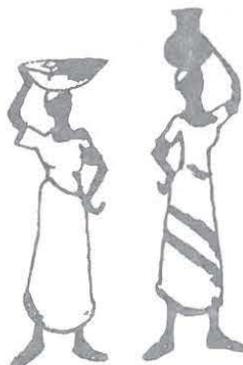
Quel est alors le rôle des femmes?

Comme nous l'avons dit au commencement, il varie d'une société à l'autre et il n'y a pas grand-chose de définitif. En règle très générale, les femmes sont celles qui s'intéressent de plus près à l'eau et à l'assainissement, et elles sont, par là même, plutôt disposées à payer. Elles sont considérées comme capables ou non de gérer de l'argent. Ainsi dans un pays africain, on les estimait trop molles pour cela, alors que dans un autre on les trouvait meilleures trésorières que les hommes.

F. La participation de la communauté et des femmes ne demande-t-elle pas beaucoup de temps?

Il y a de grandes controverses pour savoir combien de temps est nécessaire pour les activités de participation. Certains pensent que cela prend deux ans avant de pouvoir installer les pompes, par exemple. A notre avis, cela, dépend énormément de la manière de procéder.

Si, dès le commencement, la participation des femmes et de la



communauté est considérée comme partie intégrale du projet et si les résultats obtenus sont incorporés au plan technique, il est fort possible qu'il ne soit pas nécessaire de prévoir plus de quelques mois d'activités avant de commencer. En fait, celles-ci peuvent quelques fois débiter avant même les activités techniques et le problème consistera alors à ce que l'un ou l'autre des villageois s'impatiente du rythme d'installation de l'équipement. Si, d'un autre côté, elles démarrent d'un seul coup, au beau milieu du projet, des rajustements et des ralentissements vraiment pénibles peuvent alors avoir lieu.

Quelques conclusions:

- Si le financement est approuvé en plusieurs étapes, dans ce cas, les aspects concernant les applications pratiques devront faire partie de la première phase afin de permettre un démarrage rapide.
- Généralement, les projets recueillent des données d'un type ou d'un autre - sur les ressources hydriques, entre autres - avant de démarrer. Si le personnel local chargé de la participation communautaire est responsable de cette tâche (les données qui peuvent être collectées auprès des membres du ménage, par

exemple), ils peuvent fournir des données supplémentaires de grande utilité pour la planification, telles que l'opinion des membres de la communauté sur l'emplacement, la qualité, la fiabilité et les variations saisonnières des points d'eau.

- Il est utile que les planificateurs techniques puissent établir certains paramètres qui serviront aux spécialistes des applications pratiques à régler les opérations avec précision. Ainsi, sur les 300 communautés d'une région, les praticiens chargés des applications peuvent bien contribuer à en repérer 100 où les conditions préalables facilitent la mise en oeuvre du projet, ce qui revient à dire: laissez donc le plan évoluer en fonction des événements plutôt que d'un échéancier; quand une communauté signe un contrat, elle obtient une pompe. Ceci présuppose une certaine coordination au sein du personnel du projet et l'acceptation d'une progression inégale dans les différents domaines.

G. Les techniques interactives peuvent accélérer le processus.

Les techniques interactives n'ont rien de magique, et elles ne sont pas nouvelles non plus. Un élément important de ces dernières consiste à savoir écouter.

"Nous avons abordé l'idée de fonds de maintenance; mais nous devons faire très attention à la manière de procéder, car les gens auraient pu croire qu'il s'agissait d'un projet gouvernemental et que le gouvernement s'occuperait de tout... Il faut faire en sorte que gens comprennent bien que ce sont eux qui doivent prendre soin de ce point d'eau. Ils devront en être responsables."

"Nous leur demandons avec précision ce qu'ils feraient si une des pièces de la

pompe se cassait. 'Nous aurions besoin d'une pièce de rechange'. 'Comment l'obtiendriez-vous?' 'Oh, nous aurions besoin d'argent, bien sûr' 'Où pensez-vous trouver cet argent?' 'Eh bien, donnez-nous le temps nécessaire et nous vous dirons ce que nous aurons fait à ce sujet'.

Beaucoup de villages ont d'ores et déjà des fonds de maintenance suffisants, contrôlés par les comités chargés de l'eau."

Rosa Mulama, KWAHO, Kenya.

Par le passé, l'un des problèmes qui se posaient étaient que les agents de développement n'étaient pas stimulés à écouter les gens des villages ou bien ils n'étaient pas habitués à le faire, et les villageois de leur côté ne disaient pas généralement aux agents de développement ce qu'ils savaient. Si une personne sachant écouter reste dans un village pendant deux ans, il est probable qu'elle établira avec les villageois des relations de confiance, et qu'elle pourra analyser les points de vue différents et aider les groupes à s'organiser en vue de la réalisation des aménagements.

Mais, trop souvent, nous ne pouvons pas nous payer le luxe d'une période préparatoire de deux ans. C'est pourquoi, bon nombre de personnes qui travaillent sur le terrain ont mis au point des "outils", destinés à accélérer et à améliorer le processus. Un marteau n'est pas la même chose qu'une maison, mais si vous voulez en construire une, il est bon d'en avoir un. Dans le cas présent, les "outils" ne sont pas des instruments matériels mais administratifs. Ils ont de nombreux objectifs et l'un d'entre eux consiste tout simplement à aider à "mieux écouter". Et surtout, ce sont des outils pour les membres de la communauté elle-même, car ils peuvent servir à la planification, à la collecte de statistiques, aux échanges de vues, de même qu'aux négociations

(cf ouvrage n° 13 de la bibliographie également les ouvrages n° 9 et 11 qui présentent des adaptations types au niveau national ou régional et le n° 10 qui est un film vidéo assez court).

Nous avons constaté que les femmes qui, dans l'ensemble, ne se font pas entendre et qui se croient incapables de prendre des décisions, sont très surprises et ravies quand elles peuvent le faire grâce aux techniques interactives. L'attrait du processus en lui-même et le plaisir qu'il leur procure développent une créativité indispensable pour résoudre les problèmes.

H. Est-ce une affaire trop délicate?

Le développement implique des changements, y compris des changements sociaux. Cependant vouloir croire que des approches interactives peuvent jouer le rôle de détonateur social dans une société qui n'y est pas préparée, serait naïf et non productif.

Nous nous sommes rendus compte qu'il est possible de prendre beaucoup de mesures pour en maximiser les avantages et en minimiser les inconvénients. Tout d'abord, travaillez le plus possible avec les organisations et les spécialistes locaux. Ces derniers choisiront le plus souvent (et ils savent ce qu'ils font) d'aborder les communautés par l'intermédiaire des filières établies et des notables traditionnels, qui sont souvent des hommes. Lorsque l'on utilise de telles approches, nous voyons que, en général, les hommes accordent résolument leur appui aux femmes, qu'ils les estiment davantage et peuvent même suivre leur exemple (surtout il y a production de revenus). Une autre approche que nous avons stimulée est celle de la formation et des consultations qui réunit des groupes totalement hétérogènes (plusieurs strates de la hiérarchie locale, par exemple, ou des fonctionnaires issus de ministères

différents). Parmi les éléments de rétroaction obtenus, l'un des plus frappants est que le personnel d'exécution aime beaucoup les stages auxquels participent des groupes hétérogènes; quelques ajustements peuvent se révéler nécessaires, au commencement, mais ils débouchent en définitive sur une meilleure complémentarité et sur un respect réciproque.

A la longue, cette mise en place institutionnelle - au sein de laquelle les différentes parties, y compris les communautés, fonctionnent mieux une fois regroupées - est probablement l'un des aspects les plus réconfortants du processus interactif.

I. Et les enfants?

Nous avons constaté que les enfants sont souvent laissés de côté dans les projets. Cette étude concerne les femmes, il est vrai, mais la réalité du village unit trop étroitement femmes et enfants pour les séparer. En fait, la situation des enfants est particulière. Nous nous sommes d'ailleurs rendus compte que les enfants sont très bien informés (ne sont-ils pas, après tout, les assistants de leur mère dans ce domaine?). Ils connaissent les points d'eau, les habitudes et les risques sanitaires de l'environnement. Ils sont souvent plus sincères que les adultes, ils ont quelquefois davantage de temps et ils sont plus favorables aux innovations. Les projets ont souvent des retombées spécifiques sur eux - ainsi, si les nouveaux points d'eau sont plus proches, l'on enverra peut-être les enfants chercher de l'eau à la place des femmes. Leur scolarité est bien sûr, en fonction directe de leurs responsabilités. La conclusion est très simple: prêtez tout particulièrement attention aux enfants. Nous avons constaté qu'eux aussi sont des partenaires importants (cf n° 8 de la bibliographie).

J. Qui a les moyens d'entreprendre des projets?

Les projets d'eau et d'assainissement sont, traditionnellement, l'affaire d'organisations telles que le Ministère des travaux publics ou de l'eau, ou bien d'un département technique du Ministère de la santé. Le personnel est généralement constitué d'ingénieurs et de techniciens et le personnel local peu nombreux - tout juste celui qui est nécessaire pour le forage des trous de sonde, la construction des latrines, etc.) Par contre, pour que la communauté participe, il faut davantage de personnel local, et du personnel qualifié en matière de participation communautaire plutôt que compétent du point de vue "technique". Ceci est une question absolument fondamentale pour peu que vous essayiez de mettre en oeuvre des activités sur une grande échelle. Il est facile de trouver du personnel enthousiaste et de le former aux activités à petite échelle, si c'est nécessaire. Que se passe-t-il quand vous faites les choses à plus grande échelle?

A notre avis, il y a plusieurs alternatives et aucune n'implique l'embauche de personnel:

- ☒ Formez les promoteurs existants (par exemple, ceux du Ministère de la mise en valeur de l'eau) aux techniques interactives.
- ☒ Recherchez les autres organisations gouvernementales mieux implantées que vous sur place et établissez des liens avec elles de même qu'avec les promoteurs ayant de l'expérience au niveau communautaire, tels que ceux du Ministère du développement communautaire ou d'éducation sanitaire ou bien les agents de santé primaire du Ministère de la santé. Ceci peut être difficile du point de vue bureaucratique, mais un certain

nombre d'exemples prouvent que cela fonctionne parfaitement.

- ☒ Quand un tel accord d'organisations est difficile à mettre sur pied, certains gouvernements délèguent dans les faits la responsabilité de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement de la communauté à un ministère ou à organisme bien représenté sur place (comme le Département de développement rural du Ministère de l'agriculture).
- ☒ Recherchez les organisations non gouvernementales (ONG) qui travaillent au sein de la communauté et joignez-vous à elles.

Lequel de ces modèles est le meilleur? Cela dépend évidemment de la situation (et cela n'est pas toujours une affaire de choix, du moins pour les étrangers à la communauté). Ainsi, il peut s'agir d'un problème d'échelle ou du stade où en est le programme: programme pilote à petite échelle ou test, "répétition générale" sur une partie du pays dans des conditions susceptibles d'être reproduites ou bien programme à l'échelon national en pleine réalisation.

Ceci est tout particulièrement important en ce qui concerne les ONG. Il existe actuellement un intérêt bien légitime visant à accroître les relations entre les gouvernements et les ONG. La plupart des pays ont, littéralement, des milliers d'ONG qui possèdent une expérience inégalée en matière de participation de la communauté et qui peuvent donc être d'une grande utilité. Il est cependant nécessaire d'analyser le domaine où elles sont le plus utiles, et cela dépend de la situation du pays: dans la plupart des pays, les ONG sont vraiment efficaces quand il s'agit de mettre au point des méthodes pour des tests ou des prototypes, mais elles ne possèdent pas la capacité leur permettant de travailler sur une grande échelle. Pour

des actions de ce type, la question cruciale de la responsabilité institutionnelle doit être posée le plus tôt possible.

Et l'on reparle des tomates

C'est ici que les tomates réapparaissent et illustrent en quoi consiste "se faire entendre". Dans le cas indonésien, qui a été décrit plus haut, les tomates arrosées et cultivées par les femmes étaient considérées dans la communauté comme le résultat le plus positif d'un projet de pompes manuelles pour l'approvisionnement en eau. Les femmes s'étaient "fait entendre" et elles avaient "pris des décisions", pas au moyen de mots mais d'actions, en utilisant l'eau comme elles le faisaient.

A mon avis, si vous voulez vraiment voir les résultats de la Décennie, vous devrez en définitive compter les tomates au même titre que les pompes. Les projets d'eau et d'assainissement auront davantage de succès et ils seront tenus pour réussis si on les étudie et si on les planifie en tant que point de départ du développement - mais du développement envisagé comme les communautés l'auront elles-mêmes défini et voulu.

Généralités

1. International Reference Centre avec la collaboration du PROWESS/PNUD. Participation à l'approvisionnement en eau et l'assainissement; rôles et réalités, Christina Van Wijk-Sijbesma, 1985 (en anglais et français), 101 p. *Bibliographie commentée*
2. PROWESS/PNUD. Les femmes, l'eau et l'assainissement, ou compter les tomates au lieu des pompes, Siri Melchior, mai 1989 (en anglais et français), 24 p. *Mise à jour des questions globales et leçons qu'on en a tiré à jour* (disponible également sur disque compact dans une collection d'ouvrages de référence publiée par Decade Media's-Library-to-go avec la collaboration de l'INSTRAW).

Etude de cas, rapports nationaux, recherches sur le terrain

3. PROWESS/PNUD. Rapport de la mission d'évaluation du projet de CARE concernant les systèmes d'eau au Rwanda, Jean Beaudoin de la Coopérative d'animation et de collaboration et alies, 1987 (en anglais et français), 27 p. *Exemple de techniques pour évaluer le processus interactif.*
4. PROWESS/PNUD. India; twenty lessons learned from social feasibility studies, par Lucy Goodhart, 1988 (en anglais), 20 p.
5. PROWESS et la Banque Mondiale. Kenya; People, pumps and agencies, Deepa Narayan-Parker et Mary McNeill, 1989 (en anglais), 36 p.
6. PROWESS/PNUD. Dhaka; volunteers against diarrhoea, Elsie Shallon, 1988 (en anglais), 25 p.
7. PROWESS/PNUD. Indonésie; les gestionnaires du changement, Deepa Narayan-Parker, 1989 (en anglais et français). *Particulièrement riche en données concernant des aspects tels que les changements dans la vie des femmes, l'utilisation de l'eau et les conséquences économiques. Une série de diapositives sera disponible à prix coûtant.*

-
8. Banque Mondiale et PROWESS/PNUD. From pilot to national programm; rural sanitation in Lesotho, P. Evans et alies, 1989 (en anglais).

held in Tanzania, Septembre 1988, paru au printemps 1989 (en anglais), 44 p.

Outils pour le terrain, matériel de formation

9. PROWESS/PNUD. Field training manual, Lesotho, Willie Sampson, 1987 (en anglais).
10. PROWESS/PNUD. Vidéo sur le stage de formation régional en Tanzanie, 1988 (en anglais), 1989 (en français). *Stage destiné au personnel des organisations nationales des pays anglophones d'Afrique.*
11. PROWESS/PNUD. Buts et indicateurs pour les projets intégrés d'approvisionnement en eau et assainissement, Deepa Narayan-Parker, 1987 (en anglais et français), 16 p.
12. PROWESS/PNUD. Knowledge generation and use in partnership with people, Deepa Narayan-Parker, 1989 (en anglais). *Pour les planificateurs de projets opérationnels, axé sur l'utilisation des techniques interactives pour la collecte des données pour des projets gérés par la communauté.*
13. PROWESS/PNUD. La participation communautaire: un défi pour les éducateurs, Lyra Srinivasan, 1989 (en anglais et français). *S'intéresse surtout aux méthodes du SARAR et aux résultats obtenus dans les applications pratiques des activités du PROWESS/PNUD.*
14. PROWESS/Afrique. Report of a regional participatory training-of-trainers workshop

Guides et stratégies

15. Banque mondiale et PROWESS/PNUD. Involving women in sanitation projets, Heli Perrett, 1985 (en anglais), 39 p. *Décrit un stage de formation, les méthodes utilisées et analyse les résultats.*
16. PROWESS/PNUD. et WASH. Conception et gestion de projets d'approvisionnement en eau et d'assainissement, Paula Donnelly-Roask, 1987 (en anglais, arabe, espagnol et français), 30 p.
17. PROWESS/PNUD. PEGASUS, Deepa Narayan-Parker, 1989 (en anglais), 14 p. *Directives analytiques servant à l'élaboration et à l'évaluation des projets et des programmes, axé principalement sur les objectifs et les responsabilités du personnel de direction.*
18. PROWESS/PNUD et INSTRAW. Interagency Task Force on Women; proposals for 1989-90. 1988 (en anglais), 14 p. *Analyse les progrès réalisés en matière de participation des femmes au sein des organisations des Nations Unies engagées dans la Décennie de l'eau et de l'assainissement; évalue les principaux enjeux du futur et propose un plan de travail aux organismes concernés.*
19. Division de l'assistance technique du PNUD avec la collaboration du PROWESS/PNUD. Programme advisory note, 1989 (en anglais).



INSTRAW



Institut international de recherche et de formation des
Nations Unies pour la promotion de la femme

B.P. 21747
Saint-Domingue, République dominicaine
tél: (809) 685-2111
télécopie: (809) 685-2117
télex: (326) 4280 WRA SD

Imprimé à Saint-Domingue, République dominicaine, 1989
2,500 - Français